

assemblées internationales politiques, économiques, culturelles et sociales. Depuis 1975, les non-alignés considèrent le sionisme comme une forme de racisme, et Israël a subi des attaques de plus en plus nombreuses pour ses relations réputées militaires et ses autres relations étroites avec la République sud-africaine.

— Plus particulièrement, les pays non alignés doivent prêter toute l'aide possible aux mouvements de libération africains; l'OLP est le seul représentant légitime du peuple palestinien et de son juste combat; les pays membres doivent prendre des mesures pour boycotter Israël et l'Afrique du Sud par tous les moyens, y compris ceux définis au chapitre VII de la Charte.

— La conférence d'Alger s'est en fin de compte révélée plus importante pour les Nations Unies qu'on ne le prévoyait d'abord. Elle a mis au jour un ensemble de convictions, d'aspirations et d'intérêts propres à différencier à nouveau de l'Ouest et de l'Est le mouvement des non-alignés et à conférer au Tiers monde un degré de cohésion qu'il n'avait jamais connu auparavant à l'ONU. Elle reposait essentiellement sur la détermination des pays en développement indépendants depuis peu à obtenir une part plus juste des richesses mondiales, sur l'appui que les pays arabes, ces chefs de file financiers du groupe des non-alignés, pourraient mobiliser en faveur des Palestiniens et sur l'engagement solennel des États africains de mettre fin au déni des droits de l'homme en Afrique australe.

#### Nouvelle majorité à l'ONU

Comme on l'avait prédit à la suite d'Alger, les non-alignés se sont mis à multiplier leurs interventions à l'Assemblée générale de l'ONU. Leurs progrès en cohésion et en efficacité organique, déjà remarqués dans les sessions antérieures de l'Assemblée, se sont bientôt traduits chez les délégations du Tiers monde par une gestion confiante de la plupart des questions qui les intéressaient. Une puissance économique considérablement accrue par les recettes pétrolières a par ailleurs conféré à l'élément arabe du mouvement un pouvoir de direction beaucoup plus fort et lui a valu le respect, ou du moins l'attention circonspecte, des délégués des pays industrialisés. C'est ainsi que les Arabes sont parvenus à faire avancer méthodiquement les revendications des Palestiniens sur les questions du Moyen-Orient, s'assurant même à cet égard un appui quasi universel du Tiers monde en permettant aux Africains de réaliser un projet caressé depuis longtemps, à savoir l'exclusion de l'Afrique du Sud des délibérations de l'Assemblée générale.

Comme il fallait s'y attendre, le mouvement est resté divisé sur certaines questions politiques, notamment celles du Cambodge et de la Corée, où l'extrême sensibilité de certains membres l'emportait de loin sur les impératifs de la solidarité. Ces quelques exceptions à l'unanimité du mouvement ont cependant été effacées par l'absolue communauté d'intérêts avec laquelle les non-alignés ont poursuivi leur objectif universel et suprême, celui d'instaurer un «nouvel ordre économique international», au plus grand profit des pays en développement.

Il y avait du vrai dans l'argument avancé par plusieurs porte-parole non alignés, à savoir que les représentants du Tiers monde ne faisaient désormais rien de moins que de tirer profit de la majorité longtemps détenue et utilisée contre eux par les pays développés, dans une organisation dont le règlement intérieur avait été établi bien avant que la plupart des États non alignés n'accèdent à l'indépendance. Les pays en développement considéraient leur action progressive et collective à l'Assemblée générale comme l'un des rares moyens mis à leur disposition pour amener le monde industrialisé à restructurer le système économique international. Selon eux, les pays développés qui étaient en mesure de prendre des dispositions concrètes à l'ONU pour résoudre les problèmes mondiaux, tant dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales que dans celui des questions économiques, avaient souvent négligé de le faire, au mépris des principes et des objectifs de la Charte. Pour débattre les grandes questions de l'heure, ils avaient plutôt fait appel à des institutions et des mécanismes spécialisés qui leur convenaient mieux (Conférence du Comité du Désarmement — CCD —, FMI, BIRD, GATT). Même le Conseil de sécurité attirait la méfiance à cause du droit de veto dont jouissent toujours ses membres permanents. Aux yeux des représentants du Tiers monde, les États-Unis et l'URSS semblaient en gros agir de concert pour déterminer le sort du Moyen-Orient en considération de leur avantage stratégique, de leurs besoins pétroliers et de leurs politiques nationales respectives. Il est donc à prévoir que les pays du Tiers monde auront tendance à former un bloc à l'Assemblée générale des Nations Unies, là où leur force collective peut davantage se faire sentir plutôt qu'à d'autres tribunes multilatérales.

Soit dit en passant, le bloc soviétique ne peut se vanter d'avoir connu jusqu'ici beaucoup de succès concrets et tangibles. Il vote toujours scrupuleusement en faveur des non-alignés sur toutes les questions